

Projets de paysage

Revue scientifique sur la conception et l'aménagement de l'espace

Pierre Dérioz, Philippe Bachimon, Maud Loireau

**Mise en scène du paysage montagnard et valorisation sélective
des patrimoines dans une vallée pyrénéenne en reconversion
économique**

Vicdessos, Ariège

Representation of a mountain landscape and selective promotion of heritage sites in a Pyrenean valley undergoing economic reconversion

Vicdessos, Ariège

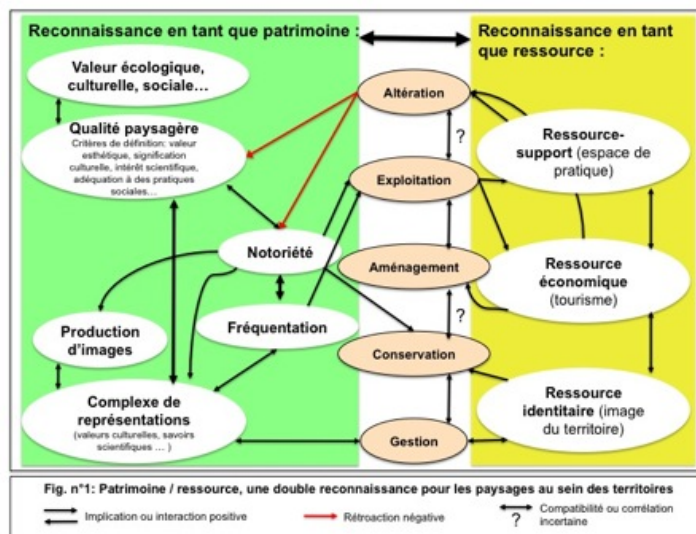
Démarche d'essence symbolique (Micoud, 2005), la patrimonialisation décontextualise et reconstruit les objets auxquels elle s'applique pour les revêtir d'un statut particulier, en rupture fonctionnelle, temporelle et sémantique avec leur statut antérieur (Rautenberg, 2003). Elle leur confère une valeur sociale d'abord fondée sur leur reconnaissance en tant qu'éléments identitaires pour le groupe social à l'origine de la démarche, et entraîne un processus d'appropriation collective qui repose avant tout sur un marquage symbolique (Veschambre, 2008), même s'il peut aussi se traduire en termes de droit et d'institutions. Parce qu'ils participent de l'identité du groupe, les éléments du patrimoine lui imposent en retour, selon Robert (1999), des devoirs « de mémoire et de fidélité, de transmission et de valorisation ». Les mesures conservatoires visant à leur préservation et à l'enrichissement des connaissances à leur sujet découlent des impératifs de fidélité et de transmission, et vont de pair avec une volonté de « stabilisation » de l'objet patrimonialisé, au plan formel (par des mesures effectives de protection ou de restauration) comme au plan des représentations (par l'élaboration d'un consensus social sur sa signification). Il s'agit ici d'inscrire la perspective patrimoniale dans la durée, entre reconstruction mémorielle du passé à l'usage du temps présent, et souci de témoigner pour les générations futures.

L'impératif de valorisation, quant à lui, conduit à regarder les éléments du patrimoine comme des ressources potentielles, que l'on peut mobiliser dans le domaine social et politique pour produire de l'identité territoriale (Sadorge *et al.*, 1996 ; Chevallier *et al.*, 2000), et dans le domaine économique en tant que support d'activités, notamment - mais pas exclusivement - touristiques. Entre ces deux plans, les effets de synergie sont nombreux (Landel et Senil, 2009 ; Oiry-Varacca, 2013) : pour l'économiste Requier-Desjardins (2009), ce complexe identité-patrimoine apparaît comme le seul susceptible de fonder une approche proprement économique de la notion de territoire, à travers les approches de l'ancrage territorial et de la spécification des actifs et des biens au sein des théories de la qualification, dont la conception du « panier de biens » développée par Pecqueur (2001) peut donner une illustration.

Le cas du paysage comme ressource territoriale (Peyrache-Gadeau et Perron, 2010) est à cet égard révélateur de la constante intrication entre affirmation collective de la valeur patrimoniale et reconnaissance du patrimoine paysager en tant que ressource (figure ci-dessous, Dério, 2010), sous la forme d'un produit plus ou moins directement vendable (accès payants à des sites touristiques, vue majorant le prix d'un bien immobilier...) (Oueslaty, 2011), sous celle d'un espace-cadre valorisé par des pratiques sociales, support spatial et décor aux caractéristiques spécifiques, et sous celle d'un ensemble cohérent d'images et de significations mobilisable en tant que référence identitaire à des fins multiples - socioculturelles, politiques, commerciales... Le paysage est ici envisagé dans la perspective dialectique qu'impose sa double nature, matérielle et spatiale, d'une part, idéale et culturelle, d'autre part (Dério, 2012) : par sa complexité même, il se prête à des lectures élargies qui le mettent en correspondance avec différents récits qui disent le territoire, ou seulement certaines de ses activités.

La conversion contemporaine au « tout patrimoine » (Di Meo, 2008) s'est en effet accompagnée de la diversification des acteurs et de l'éclatement des stratégies de patrimonialisation, parmi lesquelles Rautenberg (2003) distingue deux modalités

principales, autonomes quoique souvent interactives. Les formes de patrimonialisation plutôt institutionnelles s'inscrivent dans un projet de nature politique et sont sous-tendues par des argumentaires qui puisent à l'occasion et de manière sélective dans les discours scientifiques. Mais elles coexistent avec des cristallisations patrimoniales spontanées, aux contours et aux fondements plus diffus, qui sont le fait des habitants eux-mêmes. Qu'elles soient indépendantes, contradictoires ou convergentes, ces deux modalités s'appliquent aux mêmes objets mais opèrent parfois dans des systèmes de représentations distincts, au sein desquels ni la valeur patrimoniale en elle-même, ni la mise en oeuvre de la double injonction préservation/valorisation qu'elle implique ne sont définies selon les mêmes critères.



L'exemple du Vicdessos (Pyrénées ariégeoises) renvoie à la mise en oeuvre d'une stratégie portée par le pouvoir politique local, dans laquelle la mise en ressource volontariste du paysage montagnard au service d'un programme de reconversion économique s'accompagne d'un travail systématique de reconnaissance et de valorisation des éléments du patrimoine local. Nourri par les recherches interdisciplinaires conduites dans le cadre de l'Observatoire homme-milieu (OHM) du Haut-Vicdessos¹ sur la recomposition de ce système territorial d'échelle locale (programme Systerpa²), ce travail a notamment l'ambition de montrer que ces deux démarches sont articulées, et que leur conduite en parallèle reflète l'interdépendance entre les objectifs économiques et une volonté délibérée de remodeler l'identité du territoire. L'hypothèse de départ est ici très proche de celle que formule Debarbieux (2012) lorsqu'il se demande « dans quelle mesure les individus et les groupes qui vivent dans des lieux touristiques sont-ils amenés à promouvoir le tourisme pour travailler ou renouveler leurs identités collectives », et souligne que « les motivations locales du développement touristique peuvent associer aux objectifs économiques, les plus fréquemment mis en avant, des objectifs en termes de lien social et d'identités collectives ». Ancienne vallée industrielle reconvertie dans le tourisme et les activités récréatives de

pleine nature, le Vicdessos est une destination en construction, en cours d'assemblage des éléments de son image, et non un lieu touristique reconnu. Axé sur la mise en tourisme de la montagne, le processus piloté par les élus et leurs techniciens ne fait pas nécessairement consensus au sein de la population locale : la mise en scène patrimoniale semble dès lors remplir une double fonction, externe (conforter la stratégie de développement touristique), mais aussi interne (redessiner l'identité locale et renforcer l'adhésion des habitants au nouveau projet territorial).

L'intérêt de cette étude de cas, par rapport à la thématique générale de la reconversion des sites industriels et du rôle que tourisme et démarches patrimoniales sont susceptibles d'y jouer, ne tient donc pas seulement à la rapidité avec laquelle s'opère en Vicdessos la sortie du système mono-industriel (à peine quinze ans). Il découle aussi du choix d'une rupture radicale avec le passé industriel, fonctionnelle, identitaire et paysagère, dans laquelle l'échelle réduite du Vicdessos joue évidemment un rôle. L'option retenue s'avère tout aussi différente de l'approche mixte - développement touristique et maintien d'une fonction industrielle - analysée par Donze (1998) pour l'Argentière-la-Bessée (Hautes-Alpes), que du choix lorrain de fonder la stratégie touristique sur l'approche patrimoniale du passé industriel régional (Fagnoni, 2003) ou de la valorisation active du patrimoine minier dans la vallée de l'Emscher (Lusso, 2013). Le double choix de la mutation économique et de la mise à distance du passé industriel correspond en Vicdessos à une stratégie politique clairement définie, dont nous analyserons les fondements en première partie, avant d'évoquer en seconde partie la manière dont elle mobilise le paysage et les patrimoines locaux. Une dernière partie insistera sur l'entreprise de remodelage de l'identité territoriale dont cette démarche initiée il y a près d'un quart de siècle se trouve porteuse.

Le portage politique déterminé d'un projet de reconversion économique du territoire vers le tourisme

La conclusion brutale d'un siècle d'histoire industrielle

Comme bien d'autres vallées pyrénéennes, celle du Vicdessos a été profondément transformée au XXe siècle par des aménagements hydroélectriques (barrages), directement subordonnés à l'usage industriel de la houille blanche, avec la construction en 1907 d'un ensemble électrométallurgique qui se spécialise à partir de 1940 dans la production de lingots et de billettes d'aluminium (Moreno, 2006). L'entrée dans l'ère Pechiney engendre peu à peu une spécialisation de l'économie de ce petit territoire, qui détourne progressivement les paysans-ouvriers de la production agricole. Parce que les activités d'élevage sont plus faciles à concilier avec l'emploi salarié chez Pechiney, les prés de fauche en fond de vallée et les estives en montagne résistent mieux, mais les terres de culture sont massivement abandonnées sur les versants au bénéfice des friches puis des accrus forestiers (Carré, 2010 ; Davasse *et al.*, 2012). Déprise agraire et afforestation deviennent très visibles à partir des années 1950, et additionnent leurs effets aux mutations paysagères induites par les aménagements hydroélectriques, les bâtiments industriels, la pollution qu'ils émettent, ou la transformation de l'habitat dans les bourgs jumeaux d'Auzat et de Vicdessos (pavillons des ingénieurs, quartiers ouvriers).

La part déterminante prise par l'emploi industriel³, puis l'arrivée d'ouvriers étrangers

transforment aussi la société locale. Le rôle que joue l'entreprise dans la vie sociale (bibliothèque, activités sportives, fêtes) s'articule avec la culture ouvrière et la place du mouvement syndical, qui sort renforcé des grèves de 1968 et 1976 (Moreno, 2006). La vallée bénéficie en outre de la taxe professionnelle et de la redevance foncière versées par Pechiney et par EDF, qui font d'Auzat une commune particulièrement bien dotée. Aujourd'hui encore, même sans Pechiney, les cotisations foncières des entreprises représentent toujours plus du quart des recettes budgétaires de la communauté de communes.

La disparition en très peu de temps de l'activité industrielle représente donc un traumatisme majeur en Vicdessos. Annoncée par la fermeture de l'électrolyse de Sabart (Tarascon-sur-Ariège, le canton voisin) en 1983, la menace se précise au début de la décennie suivante, un temps masquée par le déploiement d'un comité de coordination au sein duquel Pechiney, les syndicats et les élus travaillent de concert à un plan de modernisation dont est censé dépendre le salut de l'usine d'Auzat. Mais l'arrêt des investissements ou la cession de son parc immobilier par Pechiney préfigurent déjà le retrait définitif et la fermeture de l'usine, passée entretemps entre les mains du canadien Alcan.

Une orientation définie en amont, dans un territoire à la vocation récréative déjà affirmée

Au moment où l'usine ferme (2003), dans un climat social très tendu, cela fait plus de dix ans qu'ont été engagés le renforcement des activités sportives de pleine nature et le développement du tourisme vert, appelés à servir de socle à la reconversion, pour un territoire jusqu'alors doté d'un double visage : en fond de vallée, les fumées, la pollution des eaux, la circulation des camions sont autant de nuisances supportées parce qu'elles ont longtemps signifié sécurité de l'emploi, bons salaires et avantages sociaux divers. Mais le Vicdessos est aussi depuis longtemps un lieu de vacances, pour des familles qui en sont majoritairement originaires et réinvestissent les maisons familiales en tant que résidences secondaires. Sa partie montagnarde, lacs de barrage, étangs et sommets, est fréquentée par les randonneurs ou les chercheurs de champignons. La petite station de sports d'hiver de Goulier fonctionne depuis les années 1970 et affiche depuis les années 1950, comme les autres villages à l'exception des deux bourgs-centres, un taux très élevé de résidences secondaires (75 % de son parc résidentiel en 1982, pour une population permanente de 61 habitants seulement).

La fonction récréative est ainsi déjà ancienne en Vicdessos, même si le caractère structurant de la fonction industrielle l'éclipse jusqu'à l'orée des années 2000. Il y a donc quelque logique à avoir choisi de miser sur l'attractivité touristique et sur le potentiel qu'offre la montagne pour les activités sportives de pleine nature comme socles du projet de développement territorial. Les entretiens réalisés montrent clairement que ceux qui vont le porter sont convaincus dès le début des années 1990 que le territoire vit la fin de son histoire industrielle, et qu'il s'agit donc bien d'un projet de reconversion économique, appelé à se substituer à la monospécialisation industrielle. Mais ils ont aussi conscience du fait que cette alternative reste inacceptable par la population locale tant que l'usine fonctionne.

Cet effet d'anticipation constitue l'un des traits les plus originaux de la démarche étudiée,

qui apparaît d'abord comme l'expression de la volonté politique de quelques élus locaux, sous l'impulsion de Bernard Piquemal, maire d'Auzat depuis 1985 et conseiller général depuis 1992. Les premiers projets, inaboutis (liaison téléportée transfrontalière vers la station andorrane d'Ordino-Arcalis, abandonnée en 1990) ou réalisés (refuges de Bassiès en 1990 et de l'étang Pinet en 1993), sont concomitants d'une structuration intercommunale dont l'encadrement du secteur des loisirs est le vecteur privilégié. La création du syndicat d'initiative du Vicdessos (1987) précède de deux ans le regroupement de neuf des dix communes du canton en district (1989), qui devient communauté de communes en 2002. La Station Sport Nature du Montcalm, sous statut associatif, est apparue entretemps (1993-1994) pour fédérer les actions à l'échelle du district et leur fournir un cadre commun. Approche intercommunale et rôle originel de l'impulsion politique vont de pair avec le rôle déterminant des acteurs publics dans la création, l'animation et la gestion des investissements successifs. Si la plupart des équipements sont confiés au secteur privé dans le cadre de délégations de service public, la station de Goulier Neige reste gérée en régie intercommunale, tout comme les hébergements touristiques qui se mettent peu à peu en place, pris en charge de façon centralisée par la régie Montcalm accueil-loisir, contemporaine de la Station Sport Nature (1994). La fusion en 2004 des offices de tourisme du Vicdessos et des Montagnes de Tarascon au sein d'un même syndicat mixte intercommunautaire élargit encore le cadre stratégique. Un an après l'arrêt de la production industrielle, toutes les structures institutionnelles nécessaires au déploiement du projet alternatif sont en place.

Des investissements publics considérables au service d'un projet cohérent

L'ampleur des investissements publics réalisés en moins de quinze ans sur ce petit territoire a de quoi surprendre : formes diverses d'hébergement touristique, équipement d'un site d'escalade et de plusieurs canyons, centre équestre, *via ferrata* (2007, la première des Pyrénées), parc aventure (2008), complexe sportif (2011), enneigeurs de la station de Goulier (2011). Seuls des moyens financiers considérables ont pu autoriser un tel programme : outre ceux accumulés alors que Pechiney était encore là⁴, et ceux que génère encore la présence d'EDF⁵, la reconversion a d'abord été accompagnée par le contrat de Pays de Foix-Haute-Ariège (2003-2007, autour de 19 millions d'euros d'aides publiques), par le contrat de développement du pôle touristique de Montagne Vallées d'Auzat-Vicdessos-Tarasconnais (2002-2006, plus de 11 millions d'euros d'aides publiques), puis par le contrat territorial de revitalisation économique (CTRE) du Pays de Foix-Haute-Ariège (2004-2006, plus de 16 millions d'euros d'aides publiques pour un montant total de 31,2 millions d'euros). Certes, ces divers contrats ne portaient pas tous exclusivement sur le développement des activités touristiques et concernaient un périmètre plus large que le seul Vicdessos, mais ces quelques chiffres donnent malgré tout une idée des subventions dont ce dernier a pu bénéficier. L'impressionnante Plaine des sports inaugurée en 2011 sur le site de l'ancienne usine, qui a coûté quelque 5,3 millions d'euros, a de même été financée à 65 % par le groupe industriel Rio Tinto⁶, auxquels s'ajoutent des aides plus limitées de l'État, de l'Europe, du département et de la région.

L'ampleur des moyens, toutefois, n'enlève rien à la cohérence du projet élaboré autour du

concept novateur de « Station Sport Nature », qui s'efforce d'offrir la gamme la plus large possible d'activités sportives en articulant équivement *in situ* de la montagne, microstation de sports d'hiver à vocation familiale et aménagements de loisirs spécifiques en fond de vallée. Les retombées escomptées pour le territoire sont de plusieurs ordres : rentrées directes liées à la fréquentation des équipements payants ou à l'encadrement des activités par des moniteurs (canyoning, escalade, spéléologie), rentrées indirectes liées aux nuitées en hébergement (public ou privé) ainsi qu'aux dépenses sur place des touristes et créations d'emplois liés à ces activités, autour de 125 selon une évaluation de 2012 (Stromboni, 2012). Le dispositif n'est pas exempt de faiblesses, qui vont de la rentabilité un peu précaire de certains équipements (parc aventure) au nombre insuffisant de lits marchands (le territoire en compte actuellement autour de 2 000), en passant par les problèmes que pose l'exploitation de la Plaine des sports, moins ajustée au projet global que ne l'était l'idée initiale (2005) d'un centre intégré, associant de l'hébergement de qualité à des activités aquatiques et de remise en forme⁷. Mais ces différents points faibles ont été identifiés par les responsables locaux, qui travaillent à les corriger: en témoigne par exemple la réalisation en 2013 à Auzat d'un centre d'accompagnement aux activités de la montagne et à la formation doté d'un gîte d'étape et de séjour de 50 lits, qui vient enrichir l'offre en matière d'hébergement de groupe à proximité immédiate de la Plaine des sports⁸. La cohérence de la stratégie repose aussi sur le soin apporté à la communication touristique et sur le travail réalisé sur l'image du territoire (Dérioz *et al.*, 2012), qui mobilise paysages et éléments de patrimoine de manière assez différente.

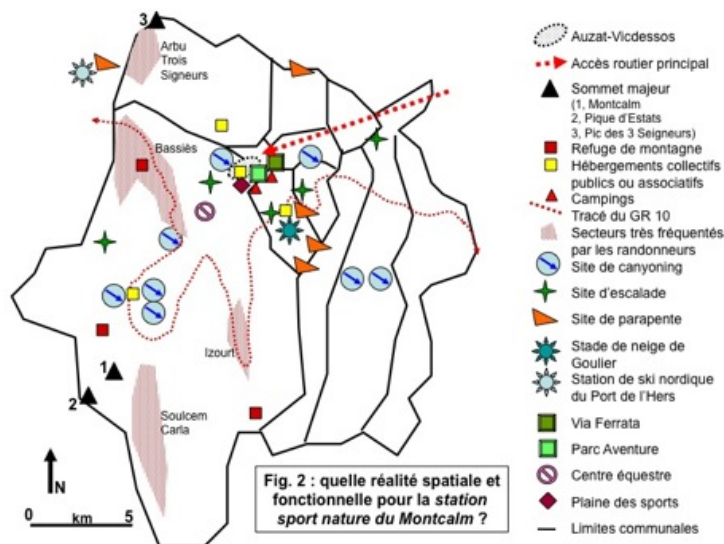
Ressources, espaces et échelles de la stratégie de développement

La mobilisation du paysage en tant qu'emblème, décor et espace de pratique

Si l'analyse des supports de la communication externe du territoire, documents papier et pages Web, révèle la place éminente qu'y tiennent les paysages de montagne, elle fait également apparaître les choix qui ont présidé à leur mise en scène, en cohérence étroite avec le concept de Station Sport Nature : la sélection iconographique renvoie ainsi à un nombre assez réduit de sites, au nombre desquels le pic des Trois Seigneurs, les étangs de Bassiès et la vallée de Soulcem (site du Carla), auxquels s'ajoute la référence hivernale à la station de Goulier. Les toponymes sont moins nombreux encore, pour mieux laisser la vedette au Montcalm, sommet éponyme de la Station Sport Nature, omniprésent dans les documents. Premier sommet à atteindre les 3 000 mètres du côté oriental des Pyrénées, il présente une face nord impressionnante que les dépliants montrent le plus souvent depuis Auzat, en la déclinant dans des versions plus ou moins enneigées. L'accent mis sur la nature l'envisage surtout sous la forme d'un superbe décor au sein duquel inscrire une large palette d'activités sportives. Tels qu'ils sont montrés, pour eux-mêmes ou en toile de fond derrière randonneurs, vététistes ou parapentistes, les paysages représentent un « fabuleux terrain de jeu grandeur nature », et offrent des « décors uniques pour plaisirs multiples⁹ ». La gamme des sports possibles y est largement ouverte - une bonne dizaine - et plutôt estivale, le ski à la station de Goulier occupant une place assez réduite en dehors des dépliants qui lui sont spécifiquement consacrés. La montagne n'est donc pas particulièrement montrée comme « sauvage » ; bien au contraire, c'est son aménagement qui est mis en avant, balisages divers,

refuges, *via ferrata*, équipement des canyons, neige artificielle. Polyvalents et équipés, ces paysages sont aussi présentés comme accessibles, du moins à partir de la région toulousaine, à environ 1 h 30 d'autoroute depuis l'ouverture du tunnel routier de Foix (2001).

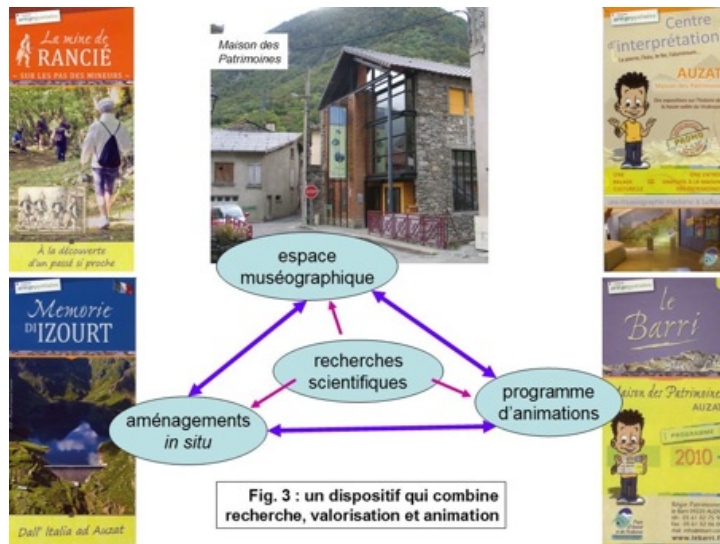
Le choix du Montcalm comme paysage cardinal¹⁰ et la mise en scène des pratiques sportives apportent une crédibilité supplémentaire à la notion de station appliquée au Vicdessos dans son ensemble, qui tire également parti de la polarisation du territoire autour du doublet Vicdessos-Auzat : les deux bourgs-centres occupent un bassin de confluence vers lequel convergent plusieurs vallées, où se concentrent la plupart des équipements et la quasi-totalité des commerces. Il est un point de passage obligé vers la plupart des sites de pratique sportive, et comme la route vers le Couserans par le port de l'Hers est fermée en hiver, étroite et sinueuse, le Vicdessos apparaît principalement desservi par une unique route remontant de Tarascon-sur-Ariège, comme le serait une station d'altitude.



Modalités de la mise en scène des patrimoines et jeu sur des échelles stratégiques différentes

Alors que le paysage ne se voit guère convoqué dans sa dimension patrimoniale, la mise en place de l'offre touristique s'est accompagnée à partir de 2006 d'une entreprise non moins systématique d'analyse, de préservation et de valorisation de divers éléments du patrimoine local. Adossé à des actions dont certaines étaient engagées depuis plusieurs années, ce travail occupe une place mineure dans la communication dédiée à la Station Sport Nature et se déploie donc sur ses propres supports. Comme en matière de développement touristique, impulsion et coordination viennent des élus locaux, tant pour le portage des projets d'investissement que pour l'animation du dispositif, qui s'opère dans le cadre d'une régie patrimoine et a bénéficié du recrutement de deux agents à temps plein. La pièce maîtresse de cette démarche patrimoniale est la Maison des patrimoines d'Auzat, ouverte en 2007 à partir de la reconversion d'un ancien abattoir, qui joue un triple rôle. En tant qu'espace

muséographique dédié aux formes successives prises par la mise en valeur de la vallée, elle s'insère tout d'abord dans l'offre à destination des visiteurs, qui y trouvent aussi produits locaux et information touristique. Mais elle représente également un lieu d'animation culturelle à l'année, avec l'organisation d'une quarantaine de manifestations (conférences, projections, ateliers), en contact avec la recherche¹¹.



C'est souvent à partir de ces manifestations, par exemple sous la forme de ballades-conférences, que s'organise la fréquentation des six sentiers d'interprétation mis en place dès 2006, à raison d'un par an en moyenne : ils présentent aujourd'hui activités et héritages matériels *in situ* à partir d'un jalonnement qui s'inscrit dans les paysages et oriente leur découverte sur des thèmes spécifiques, selon des clés de lecture principalement archéologiques et historiques. Le Chemin des terrasses (2009) a pris appui sur le programme départemental « 1 001 terrasses ¹² » pour améliorer le cadre paysager en restaurant d'anciennes terrasses agricoles en friche juste à l'aplomb de la Maison des patrimoines, et renvoie à un passé agricole révolu, comme l'itinéraire Des orris vers la haute montagne (2008) en vallée de Soulcem, lié à la restauration du groupe d'orris du Carla et au travail d'inventaire et d'étude des anciennes cabanes pastorales. Le sentier Sur les pas des mineurs (2008), qui évoque l'histoire de la mine de fer du Rancié à Sem, le Chemin de l'alu (2011), dédié à l'épopée industrielle, l'itinéraire Mémoires d'Izourt (2012), qui associe les thèmes de l'hydroélectricité et de l'immigration¹³, et a *fortiori* le sentier de visite du Castel de Montréal-de-Sos, traduisent dans des contextes paysagers distincts ce même souci de manifester le legs d'activités passées et de périodes différentes de l'histoire locale.

Si aucune de ces réalisations ne constitue un élément d'attractivité majeur pour le territoire, toutes contribuent à lui forger une identité plus riche et à renforcer sa cohésion, là où les nuisances liées à l'activité industrielle avaient eu tendance à dissocier les espaces de la haute montagne d'un fond de vallée plutôt répulsif. La mise en valeur de ces éléments de

patrimoine s'intègre du reste dans une stratégie de communication élargie à l'échelle intercommunautaire en collaboration avec la petite ville voisine de Tarascon-sur-Ariège, dans le cadre de l'office de tourisme des montagnes du Tarascon et du Vicdessos. Les trois pôles que cette stratégie articule permettent d'accroître la visibilité d'ensemble de la destination en jouant sur les complémentarités entre les deux territoires. La Station Sport Nature du Montcalm constitue ainsi le produit phare du pôle structuré autour des activités *outdoor* (« envie de sensations fortes ?¹⁴ »), auquel est aussi reliée, par exemple, la base nautique de Mercus au nord de Tarascon, tout comme le patrimoine historique du Vicdessos (« envie d'une belle histoire ? ») se voit rattaché à la notoriété des sites préhistoriques du Tarasconnais (grottes de Niaux, parc de la préhistoire de Tarascon). La petite station thermale d'Ussat-les-Bains sert de point d'accroche à un troisième pôle, moins développé, défini autour de « l'envie de bien-être ».

Englobée dans la destination générique Ariège Pyrénées portée par la communication départementale¹⁵, l'échelle intercommunautaire doit aussi composer avec d'autres échelles territoriales. Important en tant que cadre opérationnel¹⁶, le pays de Foix-Haute-Ariège est en revanche très peu visible dans la communication touristique, en dépit de la proximité de Foix et des évidentes connexions touristiques qu'elle suggère. Longtemps après l'abandon du projet de route touristique par le port de Rat vers la station andorrane d'Arcalis (1989-1990), une dynamique de collaboration s'est également engagée entre la commune d'Auzat et des communes frontalières espagnoles et andorranes, adossée à un programme européen Poctefa¹⁷ (Faire de la frontière un chemin vers la formation, 2007-2013). Au-delà de la mise au point d'un master européen « Sport/tourisme et développement transfrontalier », ce programme vient de déboucher sur la création d'un itinéraire de randonnée entre les trois pays (Chemin de rencontre) et sur le financement du nouveau gîte d'étape d'Auzat, à l'une de ses extrémités. D'abord assez mal perçu du côté du Vicdessos et de Tarascon en raison de l'exclusion de son périmètre d'une partie du Tarasconnais, le parc naturel régional des Pyrénées ariégeoises créé en 2009, enfin, gagne peu à peu en importance. Même si les acteurs locaux du Vicdessos continuent à situer son centre de gravité plutôt en Couserans, le fait que la Maison du patrimoine soit devenue l'une des maisons du parc, ou encore l'animation par le parc d'opérations de réouverture des milieux autour de plusieurs villages de la communauté de communes (Sem, Goulier et Lercoul - Dérioz, 2013) vont dans le sens d'une meilleure reconnaissance locale de son action.

Une valorisation du paysage et des patrimoines montagnards qui souligne peu la valeur naturaliste et la dimension rurale

Dans un territoire presque dépourvu de sites classés, de réserves naturelles ou de sites intégrés au réseau Natura 2000¹⁸, longtemps caractérisé par une importante pollution industrielle dont certains aspects perdurent, la création du parc naturel régional (PNR) apporte une forme de reconnaissance de la valeur écologique des milieux naturels qui faisait un peu défaut. La place qui lui est réservée apparaît en effet assez ténue, aussi bien dans l'approche à la fois esthétique et ludique des paysages de montagne que privilégient les acteurs locaux, que dans les éléments du patrimoine qu'ils ont choisi de mettre en avant, majoritairement issus des activités humaines. Les documents évoquent en passant « une

nature préservée où faune et flore se disputent la vedette », ou « une faune et une flore exceptionnelles » dont ils ne citent pourtant aucune espèce. Seul le livret-guide récent (2012), consacré au refuge et aux étangs de Bassiès, offre une approche naturaliste plus documentée, qui traduit d'ailleurs une collaboration entre la Maison des patrimoines, le PNR, l'Office national des forêts (ONF) et une partie des scientifiques membres de l'OHM. De la même manière, ni le décor montagnard mis en scène pour les activités *outdoor*, ni la célébration mémorielle des activités passées n'ont jusqu'à présent vraiment mis en évidence la réalité rurale contemporaine et le rôle essentiel que jouent toujours les activités pastorales, ne serait-ce que dans le maintien des espaces ouverts (Cancel, 2013). Non que cette préoccupation soit étrangère aux élus qui animent le projet de reconversion : les municipalités, celle d'Auzat notamment, et la communauté de communes ont largement été à l'origine de la constitution de quatre associations foncières pastorales (AFP)¹⁹ autour de villages cernés par les accrus forestiers : Goulier (1975, une des premières d'Ariège), Sem (1996), puis Olbier et Saleix (1998). Quatre exploitations nouvelles ont pu être créées grâce à ces AFP dont trois viennent d'être renouvelées (2012-2013). Des aides ont également été accordées pour la rénovation de cabanes pastorales dans les estives. Mais on chercherait en vain un écho de ces opérations dans la communication territoriale, qui a longtemps passé sous silence les troupeaux d'aujourd'hui et leurs bergers, alors que la figure singulière de l'orri en pierre sèche y occupe au contraire une place de choix.



Les orris du Carla, au-dessus du barrage de Soulcem, au départ du chemin des Orris (Laques, 2011).

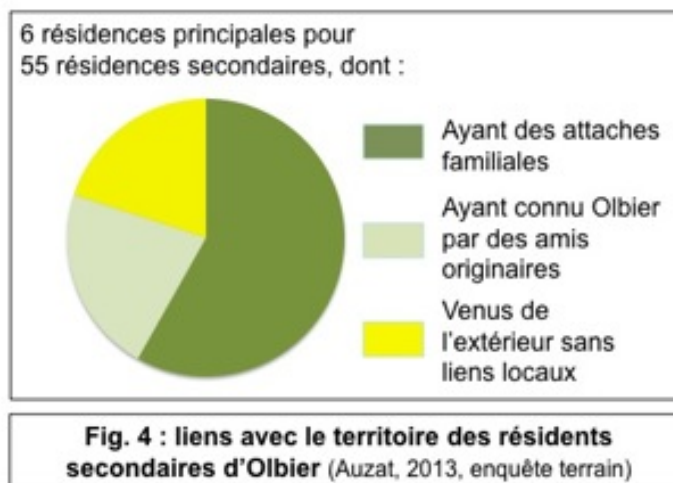
Jouer sur la patrimonialisation et agir sur les paysages pour remodeler l'identité locale

L'analyse du public auquel s'adresse la communication touristique montre qu'il ne se limite pas à la clientèle touristique *stricto sensu*, mais englobe aussi la population locale des résidents permanents et secondaires. La mise en scène de l'image du territoire ne répond ainsi pas seulement à des objectifs promotionnels : elle participe aussi à la redéfinition d'une identité collective dans un territoire où la disparition de la vocation industrielle a fait

disparaître de nombreux repères.

Le patrimoine comme outil d'animation territoriale

Parmi les 15 000 visiteurs comptabilisés entre juin 2010 et juin 2011 par l'écompteur du chemin d'accès au château de Montréal-de-Sos, dont les deux tiers sont passés en été, il se trouve à coup sûr de nombreux touristes. Toutefois, outre les 2 000 lits marchands de ce territoire qui compte un peu plus de 1 400 habitants permanents, on recense aussi près de 1 500 résidences secondaires. Les enquêtes²⁰ sur ce phénomène réalisées en 2013 sur les villages de Sem et d'Olbier confirment les hypothèses issues des entretiens et des constats de terrain : si les taux de présence et la fréquence des séjours des résidents secondaires restent très variables, ils sont nombreux à posséder des attaches familiales locales, à revendiquer leur appartenance au territoire et même à s'y impliquer au plan associatif, ou à travers leur choix d'y être inscrits sur les listes électorales. Ils partagent ainsi dans une certaine mesure le besoin d'identité territoriale qui est celui de la population locale depuis la disparition brutale de l'activité industrielle.



La construction d'un récit collectif, à partir d'une mise en scène de composantes du patrimoine local rattachées à des espace-temps spécifiques de l'histoire du Vicdessos, répond donc autant à la nécessité interne de conforter l'adhésion de la population locale à une nouvelle orientation économique en rupture avec la prospérité révolue de l'ère Pechiney, qu'à la nécessité externe de renforcer vis-à-vis des clientèles touristiques la visibilité de cette destination. Le souci d'une animation tout au long de l'année à la Maison des patrimoines, y compris hors saison touristique, la manière dont est cultivé le lien avec les scientifiques de l'OHM attestent de la complémentarité de ces deux objectifs : il s'agit en réalité de jeter un pont entre des points de repère situés dans le passé mais toujours inscrits dans les paysages, et un projet contemporain dont l'emploi et la création de richesses restent les préoccupations premières²¹, mais qui tourne définitivement la page de l'emploi

industriel.

Patrimonialiser pour tourner la page : le cas du patrimoine industriel

« Ni partir, Ni mourir, Agir ! » : la devise combative de l'association issue des mouvements sociaux qui ont accompagné la fermeture de l'usine Pechiney (2003) est révélatrice de l'état d'esprit d'une bonne partie de la population locale à ce moment-là. Elle figure sur une plaque scellée au sommet du Montcalm, pour attirer l'attention du public à l'occasion du marathon éponyme. La montagne figure d'ailleurs en bonne place - surplombant la silhouette de l'usine - sur le logo de l'association, dont l'objet était entre autres d'œuvrer pour préserver la mémoire de l'usine par la sauvegarde de certains symboles afin d'en constituer un patrimoine social et culturel ». Préretraites ou réemplois sur d'autres sites ont localement amorti une partie des effets sociaux du départ de l'industrie, mais la nostalgie de cette époque reste forte, accompagnée chez certains du sentiment que les élus, en s'engageant sur la voie de la reconversion vers le tourisme, ont trahi la lutte collective pour empêcher la fermeture de l'usine. Du reste, il a fallu ce coup d'arrêt brutal, puis les recommandations qui ont accompagné la mise en place du contrat territorial de revitalisation économique, pour que les efforts de « diversification » engagés dès les années 1990 puissent devenir les premiers jalons d'une politique de « reconversion », terme inacceptable par la population tant que subsistait l'espoir que la production industrielle perdure.

Devant la défiance que suscitait le projet alternatif, la question s'est posée du statut à donner à ce pan encore si proche de l'histoire locale et aux nombreux témoins matériels qu'il laissait dans le paysage. Deux options distinctes mais très complémentaires ont alors été articulées par les élus locaux pour signifier l'irréversibilité de la mutation, et pousser définitivement l'ère Pechiney dans le passé. La première, dont la rapidité pouvait se justifier par des opportunités de financement à ne pas laisser passer comme par les obligations à remplir en matière de dépollution des sites, a consisté à effacer le plus rapidement possible du paysage les témoins majeurs de la période industrielle. La décision de détruire l'usine a été prise immédiatement après sa fermeture et les travaux engagés dès 2005 : trois ans après l'arrêt de la production, le bâtiment principal avait disparu. Remplacé en 2011 par la Plaine des sports, le site n'est donc pas passé par le stade de la friche industrielle, dont on pouvait craindre qu'elle ne nourrisse regrets ou spéculations sur un possible retour vers l'industrie. La réhabilitation de la décharge industrielle de Massada, en bord de rivière quelques kilomètres en amont, relève de cette même approche du traitement des vestiges industriels, dont certains élus reconnaissent la nature presque « chirurgicale ».



Le premier jalon du Chemin de l'alu, devant l'office de tourisme d'Auzat, ouvre sur le double rappel de la destruction de l'usine et de la résistance ouvrière au moment de la fermeture (Dérioz, 2010).

La contrepartie de ce réaménagement paysager réside dans la patrimonialisation à *chaud* (Bachimon, 2013) de l'histoire industrielle : déjà évoquée dans les salles de la Maison des patrimoines, la séquence historique de l'électrométallurgie de l'aluminium est déroulée au fil du Chemin de l'alu inauguré à Auzat en 2010, de manière presque concomitante avec l'ouverture de la Plaine des sports en lieu et place de l'usine. Si cet itinéraire d'interprétation n'élude pas le combat syndical des dernières années (voir photo ci-dessus), il n'en opère pas moins une double mise à distance de son objet, par l'approche historique qui prévaut sur les panneaux informatifs jalonnant le circuit, et par le parti pris artistique de la présentation des objets en aluminium qui disent l'histoire industrielle. Esthétisation et reconstruction mémorielle viennent de la sorte compenser la perte de la matérialité paysagère, en guise de baumes cicatrisants sur la plaie ouverte par cette amputation. Parmi les anciens de Pechiney, certains ne semblent pas dupes de ce basculement vers la dimension patrimoniale, qui n'efface pas pour eux le sentiment d'avoir été lâchés trop tôt dans leur combat pour sauver l'usine. C'est aussi ce regret qu'ils expriment lorsqu'ils pointent les inexactitudes qu'ils relèvent dans les textes du Chemin de l'alu.

L'amorce d'une révision du statut des activités pastorales dans l'identité territoriale ?

La communication territoriale, nous l'avons souligné, ne fait guère référence aux activités d'élevage contemporaines, pourtant fondamentales en matière d'entretien de la ressource paysagère sur laquelle repose l'attractivité touristique, à proximité des villages (résidences secondaires) comme en haute montagne. Cet « oubli » s'explique d'abord par la relative marginalisation de la fonction pastorale pendant la période industrielle (Davasse *et al.*, 2012 ; Carré, 2010), qui a vu l'abandon des surfaces les moins favorables (versants pentus)

et le développement de systèmes en double activité dans lesquels l'élevage constituait un simple revenu d'appoint aux salaires de l'usine. Il tient aussi à la disparition de l'élevage laitier et à l'absence de produits locaux reconnus par une appellation ou un label, susceptibles de participer à la spécification du territoire. La contribution directe à l'offre touristique de la vingtaine d'élevages assez divers que compte aujourd'hui le Vicdessos (Dérioz *et al.*, 2014) semble donc plutôt modeste, même si une approche plus attentive révèle par exemple l'importance de la vente directe informelle pour un bon tiers des exploitants.

Diverses initiatives émanant de la profession attestent pourtant de son insertion progressive dans le nouveau modèle socioéconomique. Relancée depuis une dizaine d'années, la foire de Tarascon, dernière grande foire aux bestiaux avant la montée en estive, est aujourd'hui organisée par une confrérie des Pastous, et ses animations attirent plus de 20 000 personnes début mai. À l'honneur dans cette manifestation, la race ovine tarasconnaise ne l'est pas moins dans la foire de la Saint-Mathieu, foire ovine de retour d'estive vieille de sept siècles, mais à laquelle le travail d'une association créée en 2011 et présidée par un éleveur du cru vient de redonner une autre dynamique, avec le soutien de la municipalité de Vicdessos et de la communauté de communes. Événement à caractère d'abord commercial, il s'est ouvert au public en 2013 avec l'organisation d'un marché paysan suivi d'un repas ariégeois servi sous chapiteau. Une fête de la transhumance marque dorénavant aussi à la mi-juin la montée des troupeaux en estive, accompagnée à pied par un public qui vient partager un repas en montagne et assister à des démonstrations techniques (tonte, travail des chiens de berger).

Même si la collaboration entre eux est parfois un peu rugueuse, ces manifestations impliquent simultanément éleveurs et élus locaux : pour les premiers, l'enjeu est avant tout la reconnaissance de leur rôle dans le fonctionnement du territoire, tout particulièrement dans l'entretien des paysages. Sans doute s'agit-il aussi de réaffirmer une vision rurale et humanisée de la montagne, *a contrario* de celle d'une montagne exclusivement ludique, ou vouée à la nature sauvage. Le conflit autour de la réintroduction de l'ours, dont Eychenne (2006) souligne qu'elle a été ressentie par les éleveurs comme une « violence symbolique » à leur encontre, a été particulièrement exacerbé en Vicdessos. Du côté des élus qui portent le projet de reconversion du territoire, le soutien à ces manifestations conduit à les insérer progressivement dans la communication territoriale, en les reliant à l'approche patrimoniale du pastoralisme. Cette évolution tend à dessiner une image plus complexe du territoire et de ses paysages, plus en phase, du reste, avec celle que défend le parc naturel régional²².

Conclusion

Axe principal de la politique de reconversion en Vicdessos, le soutien au tourisme ne doit pas faire oublier les autres aspects de l'action publique, plutôt tournée, en dépit de la réhabilitation en hôtel d'entreprises de la partie de l'usine non détruite (2008), vers le renforcement de l'économie de services (maison médicale, maison de retraite et foyer pour personnes handicapées ouverts en 2004, animation d'une Opération de modernisation du petit commerce et de l'artisanat (OMPCA)²³, dont relèvent aussi les activités récréatives et touristiques. Son développement marque dans ce territoire le basculement très rapide d'une

économie productive à dominante industrielle vers une économie à dominante résidentielle (Talandier et Davezies, 2009), résolument orientée vers le tourisme, mais dont le poids de la résidentialité secondaire complique l'interprétation.

Le paysage montagnard dans sa globalité, mais aussi ses composantes identifiées comme patrimoniales font office de ressources dans le nouveau système, parce qu'ils contribuent ensemble à l'attractivité du territoire et parce qu'ils y servent de support à la gamme de pratiques sportives et touristiques que vante la communication territoriale. L'exploitation de ces ressources est principalement indirecte, à travers les dépenses que les touristes consentent pour se nourrir, être hébergés, accéder à certaines installations (*via ferrata*, par exemple) ou s'assurer les services d'un moniteur. Mais paysages et éléments de patrimoine font aussi ressources en matière de reconstruction de l'identité du territoire, mise à mal par la disparition brutale de l'activité industrielle qui lui avait servi un siècle durant de fondement : leur mobilisation s'intègre en Vicdessos dans un projet stratégique formulé par les représentants du pouvoir local, projet volontariste qui associe étroitement action et communication, et combine le renforcement externe de l'image de la Station Sport Nature avec l'animation d'une dynamique sociale intraterritoriale de conversion au changement.

Les recherches dont rend compte cet article sont conduites dans le cadre du programme Systerpa, labellisé par l'Observatoire hommes-milieus du Haut-Vicdessos : <http://w3.ohmpyr.univ-tlse2.fr>

Notes

1. <http://w3.ohmpyr.univ-tlse2.fr/>.
2. http://w3.ohmpyr.univ-tlse2.fr/programme2013_6.php. Depuis 2011, ce programme combine inventaire de terrain (approche paysagère directe), dépouillement systématique de la documentation touristique produite depuis 2009 par les acteurs locaux (récoltée auprès d'eux ou en offices de tourisme) et entretiens semi-directifs (autour de 40).
3. Près de 400 emplois directs vers 1980, un peu plus de 200 et une cinquantaine d'intérimaires à la fin des années 1990 : l'industrie totalise alors encore 53 % des emplois du canton (source Insee, 1999).
4. Dans les années 1990, la taxe professionnelle représentait pour la seule commune d'Auzat autour de 8 millions de francs de recettes annuelles.
5. Taxe foncière et cotisation financière des entreprises contribuent à hauteur de 40 % environ aux recettes du budget communautaire.
6. Dernier détenteur du site, à la suite d'Alcan.
7. La pollution des sols libérés par les activités industrielles ayant interdit la réalisation de bâtiments à usage résidentiel, le projet initial a été remplacé par un ensemble regroupant piste, sautoirs et aires de lancer pour l'athlétisme, courts de tennis (couvert et extérieur), terrain de sport synthétique et salle d'escalade. Mais la fréquentation de ces installations plutôt destinées à accueillir en stage des sportifs de haut niveau souffre encore de l'absence sur place d'un hébergement satisfaisant aux exigences de ce type de clientèle.
8. Cette réalisation s'inscrit là encore dans le cadre d'un projet européen (2007-2013) qui en assure 65 % du financement, avec l'appui du conseil général et du conseil régional (5 % chacun).
9. Brochure « Naturellement les montagnes du Tarascon et du Vicdessos... ça donne envie ! », syndicat mixte intercommunautaire, 2011.
10. Il profite aussi de la notoriété du marathon du Montcalm, épreuve de trail d'envergure internationale organisée depuis 1990.
11. Accueil de stagiaires, centre documentaire, pilotage des fouilles archéologiques, restitutions publiques depuis 2010 des travaux scientifiques de l'OHM.
12. Programme engagé en 2000 par la Fédération pastorale de l'Ariège pour accompagner des projets collectifs de valorisation des terrasses aux plans économique et/ou culturel.
13. Le rappel de la catastrophe d'Izourt (1939), au cours de laquelle 31 ouvriers majoritairement italiens avaient été ensevelis sous les toits de leurs baraquements alourdis par la neige, a conduit à réactiver des liens mémoriels avec l'Italie.
14. Brochure « Les montagnes de Tarascon et du Vicdessos... ça donne envie ! » (Office du tourisme intercommunautaire des montagnes de Tarascon et du Vicdessos, 2012).
15. L'Agence de développement touristique de l'Ariège, présidée par Bernard Piquemal, vice-président du conseil général et président de la communauté de communes d'Auzat-Vicdessos, a choisi d'associer la destination Ariège-Pyrénées au slogan « irrésistible par nature », en adéquation avec le concept de « Station sport nature ».
16. Structure animatrice du programme Leader et du pôle touristique pyrénéen de la Haute-Ariège.
17. Programme opérationnel de coopération territoriale Espagne-France-Andorre (fonds européen de développement régional) : <http://www.ffcf-poctefa.com/>.

18. À l'exception de la réserve biologique domaniale dirigée de Bernadouze (Tourbière), insérée dans un site d'intérêt communautaire créé en 2007 à cheval entre Vicdessos et Couserans, sous gestion de l'Office national des forêts.
19. AFP, regroupant les terres de propriétaires privés pour les confier en gestion à un ou plusieurs éleveurs.
20. Enquête exhaustive sur les résidences secondaires d'un village avec l'appui d'une personne ressource locale, à partir d'une grille de questions normalisée.
21. La création d'une section « sport nature », en adéquation avec le projet touristique, a ainsi conforté le collège de Vicdessos, qui était menacé : elle représente aujourd'hui presque la moitié des effectifs (près de 40 élèves sur une centaine) et justifie le maintien d'un internat.
22. Le choix pour son logo de la silhouette d'un berger caressant la tête d'une brebis sur fond de montagnes dit assez l'importance que le PNR attribue au pastoralisme dans la définition d'une « montagne vivante ».
23. OMPCA, qui était inscrite dans le cadre du CTRE.

Pierre Dérioz, Philippe Bachimon, Maud Loireau

Pierre Dérioz est géographe et maître de conférences HDR à l'université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, UMR Espace-Dev 228 IRD/OHM du Haut-Videssos.

Courriel : pierre.derioz@univ-avignon.fr

Philippe Bachimon est géographe et professeur à l'université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, UMR Espace-Dev 228 IRD/OHM du Haut-Videssos.

Courriel : philippe.bachimon@neuf.fr

Maud Loireau est géo-agronome et ingénieur de recherches, UMR Espace-Dev 228 IRD (Montpellier)/OHM du Haut-Videssos.

Courriel : maud.loireau@ird.fr

Bibliographie

Bachimon, P., *Vacance des lieux*, Paris, Belin, coll. « Mappemonde », 2013.

Cancel, E., « État des lieux socio-économique, spatial et environnemental des activités pastorales sur le territoire de la communauté de commune d'Auzat-Videssos », mémoire GAEMP-université Toulouse-Le-Mirail, 2013.

Carré, J., « Le temps des paysages. Évolutions paysagères et gestion durable des territoires en montagne pyrénéenne », doctorat de géographie, université Toulouse-le-Mirail, 2010.

Chevallier, D., Chiva, I., Dubost, F., « L'invention du patrimoine rural », dans Chevallier, D. (dir.),

Vives campagnes. Le patrimoine rural, projet de société, n° 194, Autrement, coll. « Mutations », 2000.

Davasse, B., Briffaud, S., Carré, J., Henry, D., Rodriguez, J.-F., « L'observation environnementale au prisme du paysage. Dynamiques paysagères, actions territoriales et représentations sociospatiales contemporaines dans le territoire de l'OHM Pyrénées-Haut Videssos », *Sud-Ouest européen*, n° 33, 2012, p. 57-68.

Davasse, B., « La gestion sociale des ressources naturelles dans les espaces sylvo-pastoraux des Pyrénées de l'Est (du Moyen Âge au siècle actuel) », dans Beck, C., Luginbühl, Y., Muxart, T. (dir.), *Temps et Espaces des crises de l'environnement*, Versailles, éditions Quæ, coll. « Indisciplines », 2006.

Debarbieux, B., « Tourismes, imaginaires et identités : inverser le point de vue », *Via@. Les imaginaires touristiques*, n° 1, mis en ligne en mars 2012, URL : <http://www.viatourism>

Dérioz, P., Loireau, M., Bachimon, P., Cancel, E., Clément, D., « Quelle place pour les activités

pastorales dans la reconversion économique du Vicdessos (Pyrénées ariégeoises) ? », *Revue de géographie alpine*, n° 102-2, mis en ligne en mars 2014, URL : <http://rga.revues.org/2287>.

Dériorz, P., « La place du paysage dans l'action des parcs naturels régionaux depuis la loi Paysage (1993) : enjeu central mais mission impossible ? », *Projets de Paysage*, n° 9, mis en ligne en décembre 2011, URL : <http://www.projetsdepaysage.org/>

Dériorz, P., « L'apparence des choses. Analyser les paysages pour comprendre les systèmes territoriaux », HDR, ENS de Lyon, 2012.

Dériorz P., Bachimon, P., Loireau, M., Laques, A.-E., Dessay, N., « La mise en tourisme d'un territoire montagnard fragilisé. Sports de nature et patrimoine au cœur du projet de développement et de la politique de communication en Vicdessos », *Revue des régions arides*, n° 28, 2012, p. 17-31.

Dériorz, P., « Les ambiguïtés de la patrimonialisation des paysages «naturels», *Sud-Ouest européen*, n° 30, 2010, p. 19-36.

Di Meo, G., « Processus de patrimonialisation et construction des territoires », dans Bouffange, S., Moisson, P. (dir.), *Regards sur le patrimoine industriel de Poitou-Charentes et d'ailleurs*, La Crèche, Geste éditions, coll. « Cahiers du patrimoine », n° 91, 2008.

Donze, J., « Les territoires face à la mondialisation. Le cas de l'industrie de l'aluminium dans le Sud-Est de la France », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 73, n° 1, 1998, p. 17-24.

Eychenne, C., *Hommes et Troupeaux en montagne. La question pastorale en Ariège*, Paris, L'Harmattan, coll. « Itinéraires géographiques », Paris, 2006.

Fagnoni, E., « La mise en itinéraires touristiques des sites ferrifères du vieux bassin industriel », *Téoros*, n° 22-2, 2003, mis en ligne en mai 2012, URL : <http://teoros.revues.org/1757>.

Landel, P.-A., Senil, N., « Patrimoine et territoire, les nouvelles ressources du développement », *Développement durable et territoires*, dossier n° 12, mis en ligne en janvier 2009, URL : <http://developpementdurable.org/>

Lusso, B., « Patrimonialisation et greffes culturelles sur des friches issues de l'industrie minière », *EchoGéo*, n° 26, mis en ligne en décembre 2013, URL : <http://echogeo.revues.org/13645>.

Micoud, A., « La patrimonialisation ou comment redire ce qui nous relie (un point de vue sociologique) », dans Barrère, C., Barthelemy, D., Nieddu, M. et Vivien, F.-D. (dir.), *Réinventer le patrimoine. De la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine ?*, Paris, L'Harmattan, coll. « Gestion de la culture », 2005.

Moreno, C., *L'Usine d'Auzat. 1906-2003. Un siècle d'aluminium en Vicdessos. Impact*

économique, social, culturel et environnemental, Nîmes, Éditions Lacour-Ollé, 2006.

Oiry-Varacca, M., « Du tourisme de randonnée au tourisme patrimonial. L'identité, levier de recompositions territoriales dans la vallée des Aït Bouguemez ? », dans Duval, M., Peyrache-Gadeau, V., Oudada, M. (dir.), *Ressources patrimoniales et alternatives touristiques entre oasis et montagne*, Le-Bourget-du-Lac, Université de Savoie, Edytem/Cahiers de Géographie, n° 14, 2013.

Oueslaty, W. (dir.), *Analyses économiques du paysage*, Versailles, éditions Quae, coll. « Update Sciences & Technologies », 2011.

Pecqueur, B., « Qualité et développement territorial : l'hypothèse du panier de biens et de services territorialisés », *Économie rurale*, n° 261, 2001, p. 37-53.

Peyrache-Gadeau, V., Perron, L., « Le Paysage comme ressource dans les projets de développement territorial », *Développement durable et territoires*, vol. 1, n° 2, mis en ligne en septembre 2010, URL : <http://developpementdurable.revues.org/8556>.

Rautenberg, M., *La Rupture patrimoniale*, Paris, Éditions À la croisée, coll. « Ambiances, ambiances », 2003.

Requier-Desjardins, D., « Territoires - Identités - Patrimoine : une approche économique ? », *Développement durable et territoires*, dossier n° 12, mis en ligne en janvier 2009, URL : <http://developpementdurable.revues.org/8556>.

Robert, M., *Patrimoine de pays. Petit patrimoine et patrimoine culturel. Guide d'étude et de valorisation*, Limoges, RM Consultant éd., 1999.

Sadorge, J.-L., Chevallier, D., Morvan, G., *Quand le patrimoine fait vivre les territoires*, Paris, Éditions CNFPT, coll. « Territoires ruraux », 1996.

Stromboni, M., « Valorisation de la ressource paysagère et place de la filière touristique dans le système territorial du Haut-Videssos », mémoire Master 1, université d'Avignon, 2012.

Talandier, M., Davezies, L., *Repenser le développement territorial ? Confrontation des modèles d'analyse et des tendances observées dans les pays développés*, Paris, PUCA, coll. « Recherche », 2009.

Veschambre, V., *Traces et Mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Géographie sociale », 2008.